

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public Approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de poursuivre son engagement pour la mise en accessibilité de ses bâtiments déjà entrepris en 2008 et pour répondre aux obligations législatives issues de la *loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées*, la Ville de Montpellier, par délibération du 17 décembre 2014 s'est inscrite dans la démarche de mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap).

A ce sujet, Il est rappelé que l'ordonnance du 26 septembre 2014, a validé un système dérogatoire, accordant ainsi, aux gestionnaires recevant du public (ERP), la possibilité de mettre leurs bâtiments en conformité, par le biais d'une programmation pluriannuelle. Toutefois et afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, un dossier d'Ad'Ap doit être transmis, pour instruction au Préfet, avant fin septembre 2015.

Pour ce faire, la Ville s'est associée les services d'un cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de mener à bien les études nécessaires en vue d'établir un état des lieux exhaustif du patrimoine.

Cette étape préalable a permis de construire le dossier d'Ad'Ap et ainsi :

▪ D'identifier les ERP devant être mis en conformité et l'impact budgétaire :

- 490 ERP répartis sur 295 sites ont été intégrés dans le dossier AD'AP,
- Les diagnostics des ERP du premier groupe ont été réalisés avant 2011,
- Depuis mars 2015, la mise à jour des diagnostics selon la nouvelle réglementation et les diagnostics complémentaires (petit ERP de 5^{ème} catégorie) ont été réalisés.

Le résultat à ce niveau de l'étude met en exergue 7 679 obstacles à résoudre pour un budget global d'opération de travaux de 35 000 000 € TTC soit une moyenne par site de 118 000 € TTC.

Par ailleurs, 45 dérogations seront demandées compte tenu de l'impossibilité technique pour solutionner certaines réalisations de mise en conformité, la préservation du patrimoine historique et également la disproportion manifeste relative à la fréquentation effective des bâtiments.

▪ **D'établir le planning de la mise en œuvre de l'Ad'Ap :**

- Dépôt du dossier en préfecture avant fin septembre 2015,
- Préparation budgétaire et lancement des marchés de maîtrise d'œuvre : dernier trimestre 2015,
- Démarrage des travaux en 2016,
- Travaux prévues sur 3 périodes de 3 ans selon les priorités de mise en conformité et la complexité des réalisations : 2016-2018, 2019-2021, 2022-2024.

▪ **De proposer une stratégie financière soutenable pour le budget de la ville :**

De ce fait, les budgets d'opérations de travaux pourront s'effectuer par palier :

- Le premier palier présentant une mise en charge progressive sur 3 ans, s'élèvera de 1 500 000 € à 4 000 000 €, le deuxième palier à 4 000 000 € annuel et enfin un dernier palier à 5 000 000 € annuel.

La dépense de la Ville à la fin de la première période de 3 ans s'élèvera à 8 000 000 € soit 23 % du budget global Ad'Ap.

Enfin, cette étude menée en concertation avec les Services de la Ville concernés par la réglementation de mise en accessibilité au travers de 3 comités de pilotage et 8 comités techniques, a également été présentée en groupes de travail de la Commission Communale d'Accessibilité des 26 juin et 21 juillet 2015, et a été approuvé par ses membres.

Par conséquent, au vu des éléments produits et afin de permettre à la Ville de bénéficier du dispositif en vigueur, il est proposé de déposer auprès du Préfet le dossier d'Agenda d'Accessibilité Programmée.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le dossier d'Ad'AP ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer les marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à la réalisation de mise en conformité des établissements de la Ville recevant du public ;
- de modifier l'autorisation de programme votée au Conseil Municipal du 30 mars 2015 pour adapter le montant à 35 000 000 €;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015